

# VAWA dans les logements HUD

Pour les résidents des programmes de logement du HUD, le règlement VAWA 2016 perpétue ces protections fondamentales :

- Interdiction de l'expulsion, de la résiliation ou du déni de l'aide au logement du fait du statut de survivant de violence domestique d'un locataire
- Possibilité de diviser le bail et d'en exclure l'auteur des violences, ce qui permet à la victime des violences et aux autres membres du ménage de rester
- Respect de la confidentialité du survivant-locataire

Le règlement final 2016 sur la VAWA a par ailleurs ajouté :

- Le terme "partenaire intime" à la liste des relations éligibles dans la définition de la violence domestique
- Couverture pour "agression sexuelle"
- Un "Avis sur les droits d'occupation relevant de la loi VAWA" - un formulaire destiné aux demandeurs, aux locataires et aux personnes menacées d'expulsion, que certains fournisseurs de logements sont tenus de leur remettre afin de s'assurer qu'ils connaissent leurs droits
- Un "modèle de plan de transfert d'urgence" assorti d'un formulaire de demande de transfert
- Un formulaire d'auto-certification à "faible barrière" visant à documenter les incidents de violence domestique, de violence liée aux fréquentations, d'agression sexuelle et de harcèlement criminel

## Ressources HUD :

<https://www.whitehouse.gov/briefing-room/statements-releases/2022/03/16/fact-sheet-reauthorization-of-the-violence-against-women-act-vawa/>

Si vos droits en matière de logement ont été enfreints pour des raisons de race, de couleur, d'origine nationale, de religion, de **sexe**, de handicap, de situation familiale, d'état civil, **d'orientation sexuelle, d'identité de genre**, de statut de vétéran ou de militaire, de convictions ou de statut d'immigré ou de citoyen, contactez :



"Working to Ensure Equal Housing Opportunity for All"

35 West Main Avenue, Suite 250  
Spokane, WA 99201  
Ph 509-325-2665  
1-800-200-FAIR (3247)  
Fax 1-866-376-6308  
[www.nwfairhouse.org](http://www.nwfairhouse.org)



[www.sexdiscriminationinhousing.org](http://www.sexdiscriminationinhousing.org)



Le travail à la base de cette publication a été partiellement financé par une subvention du ministère américain du logement et du développement urbain, HUD. La NWFHA est seule responsable de l'exactitude des déclarations et interprétations figurant dans cette publication.  
Français FRENCH - 4/2024

# LOGEMENT ÉQUITABLE & SURVIVANTS DE VIOLENCE DOMESTIQUE



**IF YOU'RE DENIED A RENTAL BECAUSE YOU'RE A FEMALE SURVIVOR OF DOMESTIC VIOLENCE, IT'S NOT ALWAYS THIS OBVIOUS.**

**CONTACT YOUR LOCAL FAIR HOUSING AGENCY TO HELP YOU READ BETWEEN THE LINES.**



"Working to Ensure Equal Housing Opportunity for All"

**1-800-200-FAIR (3247)**  
[www.sexdiscriminationinhousing.org](http://www.sexdiscriminationinhousing.org)

## La loi sur le logement équitable

### Protections contre les discriminations sexuelles

La loi sur le logement équitable (Fair Housing Act, FHA) a été adoptée en 1968 pour protéger contre la discrimination en matière de logement fondée sur la race, la couleur, l'origine nationale et la religion. En 1974, le Congrès y a ajouté des protections liées au "sexe" et, en 1988, au handicap et à la situation familiale (mineurs dans le ménage).

Avec le temps, la loi fait l'objet d'une interprétation par les tribunaux et le HUD qui reconnaissent que la discrimination "**fondée sur le sexe**" revêt des formes diverses, y compris le **harcèlement sexuel** et les **stéréotypes de genre**, et que cette loi défend les victimes de violence domestique en vertu de la théorie juridique de l'impact disparate.

Il y a un **impact disparate** lorsqu'une politique, une procédure ou une pratique de logement en apparence neutre a un impact disproportionné sur une classe protégée (SEXE). Même appliquées avec cohérence, ces politiques affectent les FEMMES de manière disproportionnée, puisqu'elles constituent dans leur grande majorité (86,6 %) la cible de la violence domestique

Les affaires de discrimination liées au logement équitable surviennent fréquemment dans le contexte de politiques de "tolérance zéro".

**Par exemple**, si un propriétaire expulse un ménage entier pour cause de violence de la part d'un auteur de violence domestique, les cibles de la violence (en majorité des FEMMES, statistiquement) subissent elles aussi l'expulsion.

La discrimination liée aux **stéréotypes de genre** concernant les femmes victimes d'abus est elle aussi illégale.

**Par exemple**, un propriétaire déclare à une candidate à la location, elle-même survivante de violences domestiques, qu'il ne louera pas à des femmes présentant des antécédents de violences domestiques car "elles retournent toujours vers leurs agresseurs".

## VAWA dans les logements HUD



## Règlement final 2016 du HUD :

*"Violence à l'encontre des femmes  
Loi sur la réautorisation (VAWA) de 2013 : Mise en œuvre dans les programmes de logement du HUD".*

Ce règlement a élargi les protections juridiques à la quasi-totalité des programmes de logement du HUD, au-delà des programmes publics et de la section 8.

Le règlement final améliore les protections et les options pour **toutes les** victimes de violence **domestique, de violence liée aux fréquentations, d'agression sexuelle et de harcèlement qui postulent ou résident dans un logement subventionné par le HUD - incluant les programmes subventionnés par le HUD sans bail**, les refuges financés par le HUD, les logements provisoires, les logements à court terme et les refuges protégés.

- La protection concerne les victimes **indépendamment de leur sexe, de leur identité de genre ou de leur orientation sexuelle**, réelle ou ressentie.
- Les postulants aux programmes de logement du HUD ne peuvent se voir refuser l'admission ou une aide au motif qu'ils sont ou ont été victimes d'une agression.
- Les occupants actuels ne peuvent se voir refuser une aide, être réésiliés ou expulsés au motif qu'ils sont ou ont été victimes d'une agression.

Avec ce règlement, une personne bénéficiant du statut de survivant de la violence domestique ou subissant des violences d'un partenaire intime n'aura pas à choisir entre sécurité et logement.

Dispositions clés relatives au logement VAWA 2013 :  
<https://portal.hud.gov/hudportal/documents/huddoc?id=FctShtKyHsgProvVAWA2013.pdf>

La loi VAWA dans le règlement final sur le logement du HUD, 2016 :

[www.federalregister.gov/documents/2016/11/16/2016-25888/violence-against-women-reauthorization-act-of-2013-implementation-in-hud-housing-programs](http://www.federalregister.gov/documents/2016/11/16/2016-25888/violence-against-women-reauthorization-act-of-2013-implementation-in-hud-housing-programs)

Formulaires VAWA publiés par le Bureau du logement multifamilial :

<http://nlihc.org/article/vawa-forms-issued-office-multifamily-housing>